



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 31 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FLORENTAISE SA

Le Grand Pâtis
44850 Saint-Mars-Du-Désert

Références : EC-2025-474-INSP-La Florentaise-Louresse Rochemenier-RAP
Code AIOT : 0006302506

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2025 dans l'établissement FLORENTAISE SA implanté Launay Route de Martigné Briand 49700 Louresse-Rochemenier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre de la levée de la mise en demeure suite à la visite d'inspection du 19 mars 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLORENTAISE SA
- Launay Route de Martigné Briand 49700 Louresse-Rochemenier
- Code AIOT : 0006302506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est à l'arrêt depuis quelques mois et le bilan a été déposé le 3 mars 2025. Le changement d'exploitant devrait intervenir pour la fin de l'année 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|--|-----------------------|
| 2 | Prescriptions techniques | Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.C.1 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 4 | Situation administrative - suite de l'inspection du 13/12/2017 | Arrêté Préfectoral du 23/10/2012, article 1 | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 8 | Activité de broyage | Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 1 | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 12 | Épandage | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe 2 | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------------|---|--|--------------------------|
| 1 | Prescriptions techniques | Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.B.4 | Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription | Levée de mise en demeure |
| 3 | Prescriptions techniques | Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.G.1 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 5 | Aménagement des installations | Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.A.2 | Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|---|--------------------------|
| 6 | Aménagement des installations - suite de l'inspection du 13/12/2017 | Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.A.3 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | Levée de mise en demeure |
| 7 | Incendie | Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.G.3 | Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription | Levée de mise en demeure |
| 9 | Conformité de l'installation | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 1.1 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 10 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe 1 - article 4.2 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 11 | Réseau de collecte des eaux pluviales | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe 1 - article 5.3 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux et actions demandés dans la mise en demeure ont été réalisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prescriptions techniques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.B.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation des installations |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 19/03/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 29 mai 2024 |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant fera procéder au moins une fois par an, à ses frais, à un contrôle de l'étanchéité des plates-formes et murets.</p> <p>Les résultats de ces contrôles seront consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> |

Constats :

L'exploitant déclare à l'inspection des installations classées que :

- la plateforme de compostage a été contrôlée ;
- une canalisation était rompue sous la plateforme et les eaux de toiture se mélangeaient avec les eaux de ruissellement de la plateforme de compostage, avant d'être rejetées dans le fossé à l'extérieur de l'installation ;
- des travaux ont été effectués pour y remédier (reprise de maçonnerie, séparation des réseaux, réfections des collecteurs, etc...).

L'inspection des installations classées constate que :

- les collecteurs de la plateforme de compostage sont récents ;
- les puisards collectant les eaux de toiture et de la plateforme sont récents et séparatifs ;
- il n'y a plus de trace de jus noirs de la plateforme à l'extérieur de l'installation ;
- le regard du compteur d'eau est propre et accessible ;
- la facture n°G024-372-7254 du 23 septembre 2024 prouve la réalisation de l'ensemble des travaux.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.C.1

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les purins et eaux de ruissellement seront stockés dans une fosse étanche d'au moins 500 m³, dont le contenu sera utilisé en priorité pour la réaspersion des tas.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que la fosse étanche est recouverte de lentilles d'eau et est à un niveau haut.

Le local pompe est cependant accessible et l'ensemble doit être remis en état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 3 mois, de :

- nettoyer les abords du bassin de rétention pour le rendre accessible ;
- vider, nettoyer et vérifier l'étanchéité du bassin de rétention ;
- remettre en état la pompe et son système de mise à niveau automatique ;
- analyser l'eau du bassin de rétention.

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 3 : Prescriptions techniques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.G.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective |
| Prescription contrôlée : <p>L'établissement sera pourvu de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en nombre suffisant et judicieusement répartis.</p> <p>Les accès à ces moyens de lutte contre l'incendie devront en permanence être maintenus libres.</p> |
| Constats : <p>L'inspection des installations classées constate que le site est à l'arrêt depuis plusieurs mois, cette prescription n'est plus d'actualité jusqu'à sa reprise par le futur exploitant.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Situation administrative - suite de l'inspection du 13/12/2017

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2012, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour des activités du site |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective |
| Prescription contrôlée : <p>Constat de l'inspection du 13/12/2017 :</p> <p>L'inspection a constaté la mise en place de l'installation de thermolyse dans un bâtiment qui n'était pas en activité le jour de l'inspection. Elle produit un support de culture nommé "biocharbon" à partir notamment d'écorces de fèves de cacao en provenance de l'usine Lindt d'Oloron Ste Marie. Il s'agit d'un terreau "zéro carbone" à destination des professionnels et des particuliers permettant de réduire les rejets de gaz à effet de serre.</p> <p>Suivant la nature des matières entrantes, la fabrication de supports de cultures peut être visée par la rubrique 2170.</p> <p>Demande de l'inspection :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'apporter des éléments de réponse au préfet et de préciser le classement dans la nomenclature des ICPE.</p> <p>De plus, compte tenu des évolutions apportées à l'établissement, il est demandé à l'exploitant</p> |

porter à la connaissance du préfet une mise à jour des activités du site et leur situation au regard la nomenclature des ICPE accompagné d'un plan de masse à jour avec les réseaux d'eaux et d'une mise à jour des impacts et des risques sur le site. Ces éléments permettront au préfet de se prononcer sur la procédure à suivre.

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un bilan annuel d'activités comprenant les quantités de déchets traités et composts produits, les quantités d'engrais fabriqués, quantités de matériaux substrats vrac et ensachés, quantité de "biocharbon" produits,.. accompagné d'une synthèse du fonctionnement de l'établissement et des contrôles réglementaires réalisées au cours de l'année précédente. Ce rapport est à transmettre avant le 31 mars de chaque année.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que le site est à l'arrêt depuis plusieurs mois.

L'exploitant et le futur exploitant déclarent que la situation administrative sera mise à jour par le futur exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre au préfet une mise à jour de sa situation administrative dans un délais de 4 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Aménagement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.A.2

Thème(s) : Risques chroniques, Aire de travail étanche

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Le sol des plates-formes de travail et stockage du compost sera imperméable et aménagé de façon à éviter la stagnation des purins et eaux de ruissellement. Il sera toujours maintenu en parfait état d'entretien et d'étanchéité.

Les plates-formes seront pentées de manière à diriger les jus et eaux de ruissellement vers une fosse étanche et découverte.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que :

- des travaux de réfections ont été réalisées sur l'ensemble de la plateforme de compostage ;
- le fossé de drainage a été curé ;
- le bassin tampon a été nettoyé ;
- le filtre/séparateur a été nettoyé ;
- la canalisation récupérant les eaux de ruissellement a été réparée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Aménagement des installations - suite de l'inspection du 13/12/2017

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.A.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Clôture du site |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 29 novembre 2024 |
| Prescription contrôlée : <p>Constat de l'inspection du 13/12/2017 :</p> <p>Les plateformes sont pentées pour diriger les eaux de ruissellement vers un fossé étanche et découvert.</p> <p>Le périmètre clôturé est doublé par un muret de 0,2 m hauteur minimum. Une partie de la bordure coté route a été refaite en béton. A certains endroits, la bordure constituée de parpaings est en mauvais état. L'étanchéité des plateformes et fossés sont contrôlés régulièrement par l'exploitant</p> <p>Demande de l'inspection :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de procéder à la réfection du reste du muret autour des plateformes.</p> |
| Constats : <p>L'inspection des installations classées constate que :</p> <ul style="list-style-type: none">- la plateforme de compostage a été contrôlée (facture n°G024-372-7254 du 23 septembre 2024) ;- les murets ont été finalisés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |

N° 7 : Incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/1993, article 3.G.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 29 mai 2024 |
| Prescription contrôlée : <p>Une réserve d'eau d'au moins 120 m³ sera prévue en vue de la défense contre l'incendie.</p> |
| Constats : <p>L'inspection des installations classées constate qu'une réserve d'eau pour la défense incendie a été installée.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |

N° 8 : Activité de broyage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/05/2006, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Ensachage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective |
| Prescription contrôlée : <p>Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2260 « broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques nos 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail » sont soumises aux dispositions de l'annexe I. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations.</p> |
| Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un bilan des puissances électriques installées des équipements d'ensachage et de granulation.</p> <p>La puissance installée est de 134,59 kW.</p> <p>L'inspection des installations classées conclut que cette activité est sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique (seuil 100 kW, jusqu'à 500 kW pour la rubrique 2260).</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Les installations étant à l'arrêt, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant, de :</p> <ul style="list-style-type: none">- procéder à la cessation totale ou partielle de l'activité en informant le Préfet ;- ou alors informer le Préfet de la reprise totale ou partielle de l'activité par le nouvel exploitant ;- dans ce dernier cas il faudra faire une télédéclaration sur le site entreprendre.service-public.gouv.fr. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 9 : Conformité de l'installation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 1.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Plan des installations |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective |
| Prescription contrôlée : <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration.</p> |

Constats :

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a réalisé une étude complète de ses réseaux d'eau, une réfection des réseaux de ruissellement de la plateforme et d'écoulement des toitures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe 1 - article 4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Plans

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

a) Pour toutes les installations :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un plan des locaux et des risques associés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Réseau de collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe 1 - article 5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux séparatif

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles des eaux pluviales.

Les eaux pluviales sont évacuées par un réseau spécifique ou traitées (recyclage, infiltration, etc.).

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs

| |
|--|
| dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. |
| Constats : L'inspection des installations classées constate que le regard tampon a été curé, l'exploitant déclare que les résidus, constitués d'eaux de ruissellement de la plateforme et de fractions solides de compost, ont été remis sur les tas de compost. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Épandage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Épandage des effluents |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective |
| Prescription contrôlée : L'épandage des déchets ou des effluents respecte les dispositions suivantes, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole. En cas de risque de dépassement des capacités de stockage du déchet ou effluent, l'exploitant évalue les capacités complémentaires de stockage à mettre en place, décrit les modifications à apporter aux installations et en informe préalablement le préfet. À défaut, il identifie les installations de traitement du déchet ou de l'effluent auxquelles il peut faire appel. Une étude préalable d'épandage précise l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des déchets ou des effluents au regard des paramètres définis au point ii ci-après, l'aptitude du sol à les recevoir et le plan d'épandage détaillé ci-après. Cette étude justifie la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées et les documents de planification existants. Les déchets ou effluents ne peuvent être répandus : - si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau 2 du point I ci-dessous. - dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans le déchet ou l'effluent excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a ou 1 b du point I ci-dessous ; - |
| Constats : L'exploitant déclare que les analyses demandées n'ont pas été réalisées. L'inspection des installations classées constate que le bassin de rétention des eaux de ruissellement est rempli, avec un système de maintien du niveau d'eau hors service. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de procéder aux analyses physico-chimiques des eaux du bassin de rétention, sur la base des paramètres de l'arrêté ministériel du 22/08/2008. Sous un délai de 3 mois, l'exploitant transmet les résultats des analyses à l'inspection. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N° 1 : Prescriptions techniques



Avaloir plateforme rénové



Avaloir plateforme rénové



Avaloir plateforme rénové

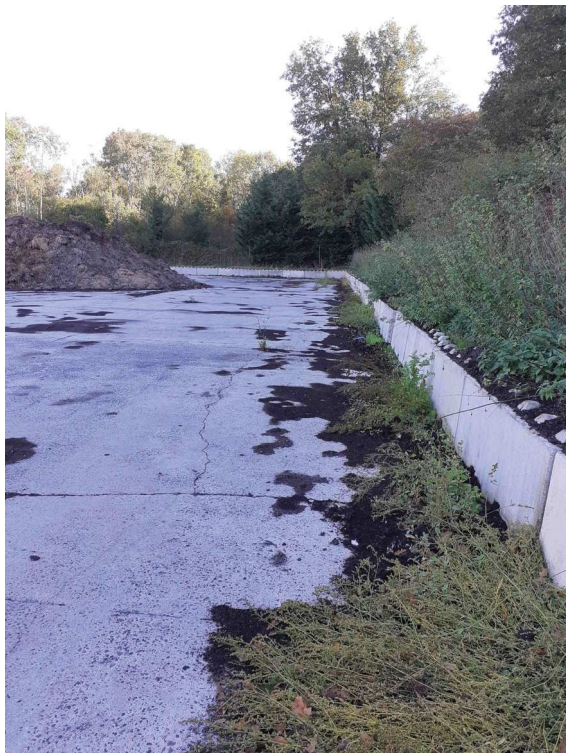


Regard compteur d'eau accessible

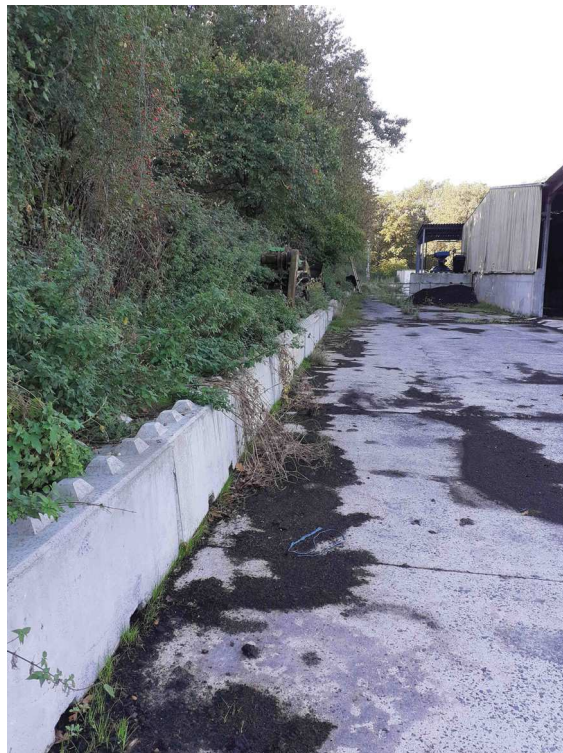


Regard drainage des eaux de la plateforme

N°6 : Aménagement des installations - suite de l'inspection du 13/12/2017



Murets bordants la plateforme



Murets bordants la plateforme



Murets bordants la plateforme

N°7 : Incendie



Réserve incendie 120 m³